

**Convention collective**

IDCC : 8822. – **SCIERIES AGRICOLES ET EXPLOITATIONS FORESTIÈRES  
(RHÔNE-ALPES, À L'EXCEPTION DE LA LOIRE)  
(27 juin 1988)**

(Etendue par arrêté du 30 janvier 1989,  
*Journal officiel* du 8 février 1989)

■ *Journal officiel* du 23 juin 2009

**Arrêté du 9 juin 2009 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les scieries agricoles et les exploitations forestières de la région Rhône-Alpes, à l'exception du département de la Loire (n° 8822)**

NOR : AGRS0913127A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 2261-15 et suivants et R. 2231-1 du code du travail ;

Vu l'arrêté du 30 janvier 1989 portant extension de la convention collective de travail du 27 juin 1988 concernant les scieries agricoles et les exploitations forestières de la région Rhône-Alpes, à l'exception du département de la Loire, et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 5 novembre 2007 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 30 août 2008 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'avenant n° 26 du 5 novembre 2007 à la convention collective de travail du 27 juin 1988 concernant les scieries agricoles et les exploitations forestières de la région Rhône-Alpes, à l'exception du départe-

ment de la Loire, sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention à l'exclusion :

- des termes : « un même niveau ou » du troisième alinéa du dixième point de l'article 63 relatif à l'adhésion, tel que modifié par l'article 1<sup>er</sup> de cet avenant ;
- des termes : « globalement aussi favorables ou » du cinquième alinéa du dixième point de l'article 63 relatif à l'adhésion, tel que modifié par l'article 1<sup>er</sup> de cet avenant,

comme étant contraires aux dispositions de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale.

Cette extension est prononcée sous réserve de l'application de l'article D. 1226-3 du code du travail.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## **Article 3**

Le directeur des affaires financières, sociales et logistiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 juin 2009.

Pour le ministre et par délégation :

*Le sous-directeur du travail  
et de la protection sociale,*

E. TISON

*Nota.* – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/35, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.